



Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

HSM | Janvier 2022

Analyse frontalière

Niger-Mali

Contexte général & méthodologie

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi bimestriel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière¹. Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution. Depuis 2018, la zone frontalière entre le Niger et le Mali est contrôlée en partie par des groupes armés non étatiques (GANEs) qui élargissent leur champ d'action en récupérant la gestion de ressources pour affirmer leur influence dans la zone². Le contexte sécuritaire actuel a fortement fragilisé les populations locales et a provoqué des mouvements de populations importants dans les régions frontalières nigériennes et maliennes (pour le mois de janvier 2022 la région de Tillabéri accueillait 99,873 personnes déplacées internes (PDI) et 36,885 réfugiés maliens et la région de Tahoua 40,416 PDI et 20,626 réfugiés maliens³, alors que dans la région de Gao et de Menaka étaient enregistrés respectivement 49.830 et 12.995 PDI, et 10,212 et 18,801 réfugiés⁴). La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations

actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les communes d'intérêt (admin 3) situés le long de la bande frontalière entre le Mali et Niger y compris dans les zones difficilement accessibles. Ces communes sont regroupées en quatre zones afin de faciliter l'analyse. Au Niger, les localités appartiennent toutes aux régions de Tillabéri et de Tahoua et sont regroupées en deux zones selon leur commune à savoir : Goroul, Bankilaré, Ayerou, Dessa, Inatès (N1), et Tondikiwindi, Banibangou, Abala, Sanam, Tillia et Tassara (N2). Au Mali, les localités sont également regroupées en deux zones : Bourra, Tessit, Ouattagouna de la région de Gao (ML1) et Anderamboukane, Ménaka, Inekar de la région de Ménaka (ML2). Pour la sélection des zones, les zones maliennes sont divisées par région (ML1 dans la région de Gao et ML2 dans la région de Menaka). En outre dans les zones frontalières N1 et ML1 la présence du fleuve Niger a une influence directe sur la composition naturelle des communes enquêtés qui présentent des caractéristiques communes (moins arides que les zones N2 et ML2). Au total, 336 informateurs clés (IC) ont été consultés et 214 localités ont été évaluées dans les deux pays⁵. Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données des IC ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « % de localités ». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5 % des localités de l'unité administrative 2 (département) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 17 et le 31 janvier 2022. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :

L'arrivée de populations déplacées internes (PDI) au cours des 30 derniers jours

La présence de PDI au cours des 30 derniers jours

Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population

Une perturbation des moyens de subsistance habituels

Des contraintes d'accès à distance de marche⁶ aux services de santé

Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population

Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI⁷

Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche⁶

Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population

Des contraintes d'accès à des informations quant à l'aide humanitaire

NIGER

MALI

N1

N2

ML1

ML2

2%

2%

0%

15%

11%

10%

41%

65%

80%

82%

95%

47%

47%

70%

86%

53%

8%

18%

50%

47%

58%

52%

32%

56%

100%

29%

67%

73%

53%

24%

86%

68%

75%

71%

91%

59%

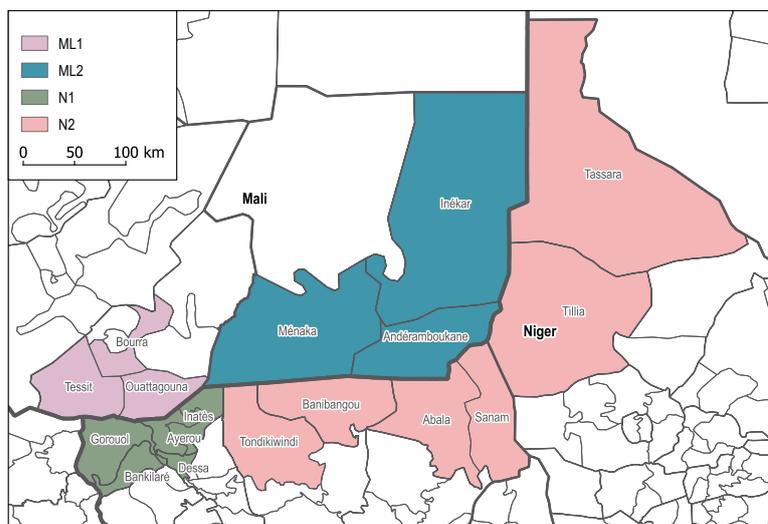
59%

79%

41%

53%

Communes enquêtées par zone



Selon les IC, au cours de 30 jours précédant la collecte, des mouvements de population ont été enregistré notamment en ML2 où 15% des localités évaluées ont enregistré l'arrivée de PDI. Selon les IC, la présence de PDI est attestée plus largement dans les zones maliennes (41% des localités évaluées en ML1, 65% en ML2) que dans les zones nigériennes (11% des localités évaluées en N1, 10% en N2). La présence de réfugiés est attestée seulement du côté nigérien (5% des localités évaluées en N1, 1% en N2), aucun réfugié n'étant référencé dans les zones maliennes. Selon les IC interrogés, les communes de Gouroul (dans le département de Téra, N1), Ayerou (département d'Ayerou, N1) et Tondikiwindi (Département de Ouallam, N2) présentaient le pourcentage le plus élevé de localités accueillant des réfugiés : respectivement 13%, 5% et 5%.

Dans les localités où les IC ont rapporté la présence de PDI, la cause principale du déplacement depuis le lieu d'origine était la violence perpétrée par les GANEs dans 100% des localités évaluées de la zone N1, 89% de la zone N2 et 78% de la zone ML1. Dans la zone ML2 au-delà de la violence (32%) les autres raisons principales mentionnées par les IC des localités évaluées étaient le déplacement préventif à cause de menaces externes (36%) et des tensions communautaires dans la localité de départ (32%).

1. REACH. [Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel \(HSM\) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso](#), janvier 2020.

2. ACLED. [Sahel 2021: Communal Wars, Broken Ceasefires, and Shifting Frontlines](#), juin 2021

3. UNHCR. [Niger Population of Concern](#), janvier 2022

4. UNHCR. [Mali Statistiques des personnes relevant du HCR](#), January 2022

5. Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés en présentiel.

6. La définition de « distance de marche » est laissée à la discrétion des IC.

7. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.



Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

HSM | Janvier 2022

Analyse frontalière

Niger-Mali

Sécurité alimentaire

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majeure partie de la population avait accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 derniers jours :



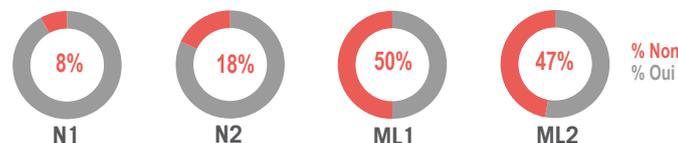
% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de marchés fonctionnels à une distance de marche au cours des 30 derniers jours :



À l'exception de la zone ML2 (47%), toutes les zones évaluées ont rapporté un pourcentage égal ou supérieur à 80% de localités n'ayant pas eu accès à suffisamment de nourriture au cours de 30 jours précédant la collecte (N1 80%, N2 82%, ML1 95%). Selon les IC, les principaux facteurs contribuant au problème d'accès à la nourriture dans les territoires frontaliers du Niger et du Mali varient selon les zones évaluées : l'augmentation des prix dans les zones nigériennes (N1 65%, N2 45%), et le manque d'accès aux terres et aux cours d'eau en raison de l'insécurité dans les zones maliennes (ML1 43%, ML2 69%). Dans environ la moitié des localités évaluées de l'ensemble des zones maliennes (ML1 50%, ML2 44%), la majorité de la population ne bénéficiait pas d'un marché fonctionnel à distance de marche. Sur cet indicateur nous constatons une importante différence avec les localités évaluées dans les zones nigériennes. Selon les IC, côté nigérien, seules les communes-départements de Tillia et de Tassara (les deux départements de la région de Tahoua) présentaient des pourcentages élevés sur le manque de marché fonctionnel à distance de marche (respectivement 42% et 45%).

Santé & nutrition

% de localités évaluées dans lesquelles la majeure partie de la population avait accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche ^{8,9} :



Dans environ la moitié des localités évaluées de l'ensemble des zones maliennes (ML1 50% et ML2 47%) la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours des 30 jours précédant la collecte selon les IC. La situation apparaît différente dans les zones nigériennes (N1 7%, N2 18%), seules les communes de Tillia (42%) et Tassara (35%) présentant un pourcentage proche de la moyenne des zones maliennes. Selon les IC, un manque de dispositif d'urgence à distance de marche a été rapporté dans la majorité des localités évaluées de trois zones (N2 61%, ML1 82%, ML2 76%). De plus, toujours selon les IC, l'absence de programme nutritionnel pour faire face aux besoins de la population semblait être plus répandu dans les zones maliennes (ML1 55%, ML2 68%) que nigériennes (N1 13%, N2 26%).

Moyens de subsistance

% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 derniers jours :



Principales raisons du non accès aux moyens d'existence selon les IC :

	N1	N2	ML1	ML2
Insécurité	67%	27%	58%	33%
Pas d'accès à du capital pour démarrer une activité	0%	23%	21%	11%

Top 3 des activités de subsistance les plus perturbées au cours des 30 derniers jours selon les IC¹⁰ :

	N1	N2	ML1	ML2
Elevage de bétail	87%	48%	53%	67%
Vente au marché	53%	24%	53%	28%
Travail journalier	33%	24%	32%	28%

Eau, hygiène, assainissement (EHA)

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à suffisamment d'eau pour couvrir les besoins des ménages au cours des 30 derniers jours :



% de localités évaluées par principale méthode de lavage des mains de la majorité de la population au cours des 30 derniers jours :

	Savon	Cendre	Sable	Eau	Autre
N1	8%	0%	0%	86%	6%
N2	18%	0%	2%	74%	5%
ML1	9%	18%	5%	59%	9%
ML2	21%	15%	21%	44%	0%

Selon les IC enquêtés, dans la majorité des localités évaluées de N1 (58%), N2 (52%) et ML2 (56%) la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage au cours des 30 jours précédant la collecte. Selon les IC, les sources d'eau non améliorées (puits non protégés (16%) eaux de surface (11%) et puisard (2%)) étaient utilisées par la majorité de la population de 29% des localités évaluées dans l'ensemble des zones. Dans les zones N1 et ML1 voisines, le recours aux eaux de surface comme source d'eau de boisson principale étaient dans respectivement 27% et 22% des localités évaluées (les communes d'Ayerou (Z1, 55%) et de Ouattagouna (ML1, 30%) présentaient les pourcentages les plus élevés. Si dans les localités des N1 (77%), N2 (78%) et ML2 (53%), la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre, l'utilisation de latrines (partagées, privées et publiques) semblait être plus répandue dans les ML1 (77%) et ML2 (47%) au Mali que dans les N1 (18%) et N2 (17%) au Niger.

8. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels.

9. La définition de « services de santé fonctionnels » est laissée à la discrétion des IC.

10. Pour la question les IC pouvaient sélectionner plusieurs réponses.



Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

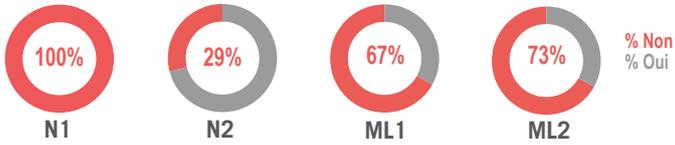
HSM | Janvier 2022

Analyse frontalière

Niger-Mali

Abri & Articles non alimentaires

% de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates de logement au cours des 30 derniers jours^{11,12} :



Pour les localités où la présence de PDI est attestée, dans 69% des localités évaluées dans l'ensemble de zones (N1 100%, N2 29%, ML1 67%, ML2 73%) les IC ont indiqué que la majorité des PDI vivait dans des conditions inadéquates. Selon les IC, les principaux facteurs contribuant aux conditions de logement inadéquates des PDI varient selon la zone évaluée¹³. Ainsi, le manque d'espace fermé qui garantit l'intimité a été cité comme principal vecteur des conditions de vie inappropriées dans les N1 (86%), ML1 (33%) et ML2 (25%), le risque d'éviction (50%) dans la N2 et la présence et la disponibilité d'abris inadéquats au mode de vie des PDI (38%) dans la ML4. En termes de type d'habitat, il existe également des disparités entre les zones évaluées. Selon les IC, la population déplacée vivait majoritairement dans des habitats en paille dans les N1 (43%) et ML2 (50%), en tentes traditionnelles dans les N2 (56%) et ML2 (28%), et logements en dur dans les N1 (15%) et ML1 (56%).

Éducation

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours⁵ :



Selon les IC, l'accès au système éducatif pour la population en âge d'être scolarisée était difficile, particulièrement dans les N1 (53%), ML1 (86%), et ML2 (68%). Dans les localités où les services éducatifs n'étaient pas disponibles, les trois principales raisons avancées par les IC étaient 1) le départ des enseignants de la localité (N1 47%, ML1 26%), 2) l'arrêt de travail des enseignants (N2 35%, ML1 42%) et 3) l'absence d'infrastructures scolaires à proximité (ML2 48%). Selon les IC, la majorité de la population dans les zones frontalières du Mali et du Niger ne disposaient d'aucune stratégie d'adaptation au manque de services éducatifs formels dans 73% des localités évaluées. Toutefois dans les ML1 et ML2 ainsi que dans le Nord de Tahoua (Z2), l'éducation coranique suppléait le manque de structure d'éducation formelle dans respectivement 26%, 39% et 75% des localités évaluées concernées.

Protection

% de localités évaluées où la majorité de la population se sentait en sécurité au cours des 30 derniers jours :



% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents durant lesquelles des civils ont été tués ou gravement blessés :



Selon les IC, le sentiment d'insécurité au cours des 30 jours précédant la collecte était largement répandu dans l'ensemble des zones (72% des localités évaluées), particulièrement dans la zone ML1 (91%). Selon les IC, des incidents graves de protection y ont été rapportés dans une majorité des localités évaluées côté malien (ML1 77%, ML2 35%), la situation étant moins préoccupante sur ce point côté nigérien (N1 3%, N2 2%). Sur cet indicateur les communes de Ouattagouana (90%), de Tessit (75%) et de Bourra (63%) en Z3 et Inekar (50%) en ML2 présentaient les pourcentages les plus critiques. Selon les IC, dans les zones maliennes les principales inquiétudes en matière de protection pour la majorité de la population étaient les actes de violence commis par les GANes (ML1 77%, ML2 47%) suivis de la criminalité locale (ML1 32%, ML2 47%) et la violence communautaire (ML1 23%, ML2 41%). Dans les zones nigériennes, au-delà de la violence exercée par les GANes (N1 84%, N2 55%) les IC ont rapporté le vol de bétail (N1 42%, N2 49%) comme source d'inquiétude principale.

Communication

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à de l'information sur l'aide humanitaire disponible :



% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de réseau téléphonique :



Redevabilité

Principaux secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées par commune) :

	N1	N2
1	SECAL ¹⁴ 84%	SECAL ¹⁴ 76%
2	Protection 48%	EHA ¹⁵ 37%
3	Moyens 36%	Santé 32%
<hr/>		
	ML1	ML2
1	SECAL ¹⁴ 68%	SECAL ¹⁴ 74%
2	Education 50%	Santé 47%
3	Moyens d'existence 45%	Education 44%

11. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de PDI dans la localité au cours des 30 derniers jours.

12. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

13. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population déplacée interne ne vivait pas

dans des conditions adéquates.

14. Sécurité Alimentaire

15. Eau, Hygiène et Assainissement